

**TIMOR ORIENTAL**

**Des ONG d'Asie lancent un appel en faveur de la justice et du respect des droits humains en Indonésie et au Timor oriental**

*Index AI : ASA 21/188/99*

**Embargo : 16 octobre 1999**

Dans une déclaration publiée ce jour (samedi 16 octobre 1999) dans la presse de Djakarta, 50 organisations non gouvernementales (ONG) asiatiques ont appelé les autorités indonésiennes à mettre fin à l'impunité dont bénéficient depuis trop longtemps déjà les individus responsables de violations des droits humains au Timor oriental et en Indonésie.

Ces ONG ont souligné que la crise timoraise mettait en exergue des questions essentielles concernant l'État de droit et la responsabilité des forces armées, questions qui se posent non seulement à la société indonésienne mais à l'ensemble des nations

d'Asie.

*« Nous voulons que l'Indonésie occupe fièrement la place qui lui revient au sein de la communauté internationale, mais il est nécessaire que des changements de fond aient lieu et que les comptes soient rendus au sujet du passé. »*

Représentant des habitants de nombreux pays d'Asie, ces 50 ONG\* – parmi lesquelles figurent l'*Asian Forum for Human Rights and Development* (Forum asiatique pour les droits humains et le développement), *Philippine Solidarity for East Timor and Indonesia* (Solidarité philippine pour le Timor oriental et l'Indonésie), le *South Asian Forum for Human Rights* (Forum d'Asie

du Sud pour les droits humains), l'*Asian Human Rights Commission* (Commission asiatique des droits humains) et les sections d'Amnesty International de 13 pays d'Asie – ont décidé de joindre leurs efforts pour lutter en faveur de la justice et des droits humains en Indonésie et au Timor oriental.

Étant elles-mêmes confrontées à des lois injustes, ces organisations se sont déclarées solidaires des ONG et des personnes qui mènent campagne en Indonésie contre l'adoption de lois relatives la sécurité qui sont contraires aux normes internationales en matière de droits humains.

Les ONG ont souligné que le gouvernement indonésien devait accorder aux représentants d'organisations

Ces 50 ONG asiatiques sont basées au Bangladesh, au Cambodge, en Corée du Sud, à Hong Kong, en Inde, au Japon, en Malaisie, au Népal, au Pakistan,

humanitaires et aux observateurs indépendants une totale liberté d'accès aux Timorais de l'Est déplacés au Timor occidental et dans d'autres régions de l'Indonésie.

Elles ont également exhorté le gouvernement indonésien à coopérer sans réserve avec la commission internationale d'enquête des Nations unies chargée de mener des investigations sur les allégations de crimes contre l'humanité au Timor oriental.

« La nouvelle Indonésie doit saisir l'occasion qui lui est offerte de démontrer qu'elle est réellement attachée à la justice et à l'État de droit », ont conclu les organisations. ?

---

\* Note à l'intention des rédacteurs en chef :

aux Philippines, à Sri Lanka, à Taiwan et en Thaïlande.

Pour obtenir de plus amples informations ou recevoir la liste des

*ONG dont émane cette déclaration,  
veuillez contacter le service de  
presse d'Amnesty International, à  
Londres, au 44 171 413 5566, ou  
consulter notre site web  
(<http://www.amnesty.org>).*